

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : [soiretraite@gmail.com](mailto:soiretraite@gmail.com)

FACE À L'ÉNORME DÉFICIT FINANCIER QUE CONNAIT LA CNR

# Le gouvernement contraint de supprimer le dispositif des retraites proportionnelle et sans condition d'âge

**La tripartite — gouvernement-patronat-UGTA —, qui s'est réunie avant-hier, dimanche 5 juin 2016, a sonné le glas du dispositif des retraites proportionnelle et sans condition d'âge : à l'avenir, tout départ à la retraite pour les travailleurs salariés ne se fera pas avant 60 ans.**

Le gouvernement l'a annoncé le 5 juin 2016 : la suppression des retraites proportionnelle et sans condition d'âge entrera en vigueur bientôt. Retour en arrière sur les 24 heures qui ont jalonné cette décision, heure par heure, à partir des dépêches de l'agence gouvernementale «Algérie Presse Service» (APS).

**Pré-annonce la veille de la tripartite.** Extrait d'un communiqué du Premier ministre rendu public par l'APS le samedi 4 juin à 17h à propos de l'ordre du jour de la tripartite du dimanche 5 juin 2016 : une sorte de pré-annonce d'une probable suppression des retraites proportionnelle et sans condition d'âge... Extrait du communiqué/«...la 19<sup>e</sup> tripartite examinera (NDLR : notamment) des "réajustements" au système national de retraite, jugés "nécessaires" par le gouvernement». Une façon de préparer l'opinion publique.

**APS dimanche 5 juin 2016 17h44.** Installation d'un comité de suivi des décisions de la tripartite. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé dimanche à Alger l'installation d'un comité de suivi de la mise en œuvre des décisions de la tripartite (gouvernement-UGTA-Patronat). «L'installation d'un comité de suivi des décisions de la tripartite figurera

parmi les recommandations de la réunion», a déclaré M. Sellal qui répondait aux préoccupations des partenaires économiques et sociaux du gouvernement lors de la 19<sup>e</sup> tripartite.

**APS dimanche 5 juin 2016 18h40.** Tripartite : l'âge de départ à la retraite fixé à 60 ans. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a affirmé dimanche qu'il a été convenu entre les partenaires de la tripartite de fixer l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Lors de la séance de clôture de la tripartite (gouvernement-Centrale syndicale-organisations patronales), M. Sellal a annoncé un nouveau projet de loi modifiant l'ordonnance 97-13 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge.

Une commission sera mise sur pied pour élaborer ce projet de loi qui fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans par souci d'équité et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites, a-t-il ajouté.

**APS dimanche 5 juin 2016 19h56.** Tripartite : la loi instituant le départ à la retraite sans condition d'âge sera révisée. L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge, actuellement en vigueur, sera révisée de manière à fixer l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Lors de la séance de clô-

ture de la tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé un nouveau projet de loi modifiant l'ordonnance 97-13 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge. Une commission sera mise sur pied pour élaborer ce projet de loi qui fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans par souci d'équité et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites, a-t-il ajouté. L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 stipule dans son article 6 bis que «le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate, avant l'âge prévu (60 ans) à l'article 6 dans les cas et selon les modalités», cités par la loi. Il est précisé que la retraite peut être accordée «sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisations égales à trente deux (32) ans au moins».

Il est également stipulé qu'«à partir de l'âge de cinquante (50) ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisation égale à vingt (20) ans au moins peut demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle». «L'âge et la durée de travail prévus à l'alinéa ci-dessus sont réduits de cinq (5) ans pour les travailleurs salariés de sexe féminin», selon la même loi.

**APS dimanche, 5 juin 2016 20h00.** Les conditions actuelles «ne permettent plus» le départ à la retraite sans condition d'âge. Les conditions actuelles «ne permettent plus» le maintien du dis-



positif de départ à la retraite sans condition d'âge, ont souligné dimanche les participants aux travaux de la 19<sup>e</sup> tripartite (gouvernement-syndicat-Patronat). «Les participants à la tripartite, et afin de préserver et consolider le dispositif national de retraite, considèrent que les conditions actuelles ne permettent plus le maintien de ce dispositif de départ à la retraite sans condition d'âge», a-t-on mentionné dans le communiqué final ayant sanctionné les travaux de cette rencontre. Il est également précisé que «l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge s'était faite dans une conjoncture particulière de mise en œuvre du programme d'ajustement structurel, à titre transitoire, pour atténuer les effets induits par les fermetures d'entreprises et les compressions d'effectifs». Le communiqué relève, en outre, que les participants à la 19<sup>e</sup>

tripartite «ont, à l'unanimité, admis que le maintien actuel de ce dispositif entraîne des conséquences dommageables aussi bien aux équilibres financiers de la Caisse nationale de retraite (CNR) qu'à l'outil de production qui enregistre, chaque année, d'importantes déperditions au niveau de ses ressources humaines, notamment les plus qualifiées dans un dispositif qui s'est avéré souvent inégalitaire».

Les participants ont exprimé, par la même occasion, leur «totale adhésion» à l'abrogation des textes relatifs au départ à la retraite sans condition d'âge, précise le communiqué, ajoutant qu'un groupe de travail, placé sous l'égide du gouvernement, «veillera à la mise en œuvre de cette recommandation, afin de sauvegarder les équilibres financiers de la CNR».

LSR

## 1<sup>er</sup> commentaire du «Soir Retraite»

L'âge légal de la retraite a toujours été fixé à 60 ans !!!!! Le gouvernement ne veut pas assumer ses nouvelles décisions face à l'énorme déficit financier de la CNR (Caisse nationale de retraite), et appe-

ler un chat un chat ! Car annoncer que l'âge de départ de la retraite est fixé à 60 ans, cela signifie la suppression pure et simple des retraites proportionnelle et sans condition d'âge, c'est-à-dire avant 60

ans. Il reste à fixer la date de mise en application de cette décision. Il faut juste rappeler que pareille décision avait déjà été prise il y a quelques années par cette même tripartite, décision qui n'avait pas été appli-

quée. 1<sup>re</sup> conséquence : il faut s'attendre dès cette semaine à un rush sur les agences de wilaya de la CNR, notamment de la part des enseignants et des personnels de la santé...

Djilali Hadjadj

## Toujours à 55 ans pour les femmes salariées

Rien ne changera pour l'âge de départ à la retraite des femmes salariées. Pour le droit des femmes travailleuses à la retraite, selon la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (voir *Journal officiel* n°28 de 1983), «la femme travailleuse peut être admise, à sa demande, à la retraite à partir de 55 ans révolus», et «avoir travaillé pendant 15 ans au moins».

L'article 8 de la même loi indique que les femmes travailleuses «qui ont élevé un ou plusieurs enfants pendant au moins 9 ans, bénéficient d'une réduction d'âge d'un an par enfant, dans la limite de 3 enfants».

## Départ à la retraite à l'âge légal de 60 ans

Il faut rappeler que l'article 6 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite fixe l'âge légal de la retraite à 60 ans. Citation de l'article : «Pour pouvoir bénéficier d'une pension, le travailleur doit remplir les deux conditions suivantes :

- être âgé de soixante ans au moins

pour l'homme, et cinquante-cinq ans pour la femme ;

- avoir travaillé pendant au moins quinze (15) années. La durée minimale prévue ci-dessus, ainsi que les durées prévues à l'article 59 de la présente loi, doivent avoir donné lieu, pendant une

période égale au moins à la moitié des dites durées, à un travail effectif et à un versement de cotisations de sécurité sociale par le travailleur, pour permettre, à ce dernier, de bénéficier d'une pension de retraite. Les modalités d'application du présent article seront fixées par décret.»